

SLIMANE BEDRANI

## INTRODUCTION

Faire le point sur les expériences des agricultures des pays à planification plus ou moins centralisée et construire des hypothèses sur leurs évolutions probables et souhaitables, tels étaient les objectifs du Colloque dont les travaux sont rassemblés dans la présente publication. C'était juste avant les bouleversements à l'Est de l'Europe, c'était après la réforme profonde qui a touché l'agriculture étatique algérienne à partir de la fin 1987.

Cette publication, presque deux années après la tenue du Colloque, reste utile non seulement sur la plan historique mais aussi pour les pouvoirs d'Etat, les forces politiques, et les analystes de l'économie rurale actuels qui réfléchissent sur, et tentent d'élaborer, des politiques de transition entre l'ancien état des choses et un futur dont on ne devine que vaguement les contours.

Deux questions paraissent essentielles à travers la lecture des contributions présentées au Colloque et en ont guidé plus ou moins explicitement les débats. La première concerne le rôle de l'Etat dans le développement antérieur et futur de l'agriculture. La seconde a rapport au problème de "dépaysonisation" qui toucherait les agricultures étatiques.

Nul ne conteste plus que :

- l'intervention de l'Etat dans les agricultures des économies centralisées a conduit à de faibles taux de croissance, faibles par rapport aux moyens souvent considérables qui y ont été investis. La modicité de la productivité des facteurs semble tenir principalement, en dernière analyse, aux types de rapports économiques et politiques s'établissant entre les producteurs directs et les membres des appareils détenant aux divers niveaux le pouvoir de décider.

L'impérieuse nécessité du changement de l'ancien état des choses se perçoit comme une vague de fonds violente et irrésistible - et peu de personnes tentent de s'accrocher encore à l'idée chimérique qu'il suffira de quelques aménagements supprimant les dysfonctionnements les plus flagrants pour que l'Etat ancien perdure.

Mais, comme souvent dans les périodes cruciales des grands

mouvements sociaux, la raison, chez beaucoup, perd souvent ses droits et l'on désire le passage immédiat à un ordre nouveau parfaitement antinomique du précédent. Ainsi, certains prônent l'établissement rapide de l'économie de marché dans toutes les économies étatisées (et donc pour leurs agricultures), le retour au simple "Etat-gendarme" du 19ème siècle, imaginant que d'eux-mêmes, et sans douleur, les agents économiques enfin libres réorganiseront les circuits d'économies ayant atteint des niveaux de complexité souvent très importants et échangeront avec le reste du monde sur un pied d'égalité.

En comptant sur le "miracle du marché", on risque fort de tomber de Charybde en Scylla, de remplacer au moins dans un premier temps la bureaucratie étouffante et oppressive par une oligarchie (souvent issue de la nomenclatura précédente) qui n'offrira de liberté à beaucoup que celle de s'inscrire au chômage et de coucher sous les ponts.

S'il est nécessaire de transformer progressivement et avec prudence l'ensemble des formes de propriété, des formes d'exploitations et des circuits économiques, il est vital pour les agricultures étatisées d'amorcer leur reconversion en ne rejetant pas, mieux : en revendiquant, l'intervention de l'Etat. Seule, en effet, la collectivité nationale, à travers l'Etat peut, et doit, fournir la masse considérable d'investissements publics demandés par une agriculture souvent négligée dans les politiques anciennes. Seule, la collectivité nationale, par le biais de l'État, peut sauvegarder, et/ou restaurer, les nécessaires équilibres écologiques, peut protéger d'agressions extérieures trop brutales une économie rurale fragile parce qu'en voie de transformation, peut rendre harmonieuses les évolutions des villes et des campagnes garantissant partout la même croissance des niveaux de vie, évitant les exodes traumatisants et l'urbanisation sauvage. Dans aucun des pays occidentaux de capitalisme libéral, l'agriculture ne s'est développée, et ne se maintient, sans l'intervention massive et constante de l'Etat. A fortiori, les agricultures anciennement étatisées ne peuvent moderniser et constituer un secteur dynamique sans que l'Etat ne les protège et ne les aide. A vrai dire, ces agricultures ont plus besoin de "mieux d'Etat" que de "moins d'État".

La question de la dépaysonisation des agricultures étatiques, quant à elle, se pose moins en termes d'alternatives que les forces sociales et/ou le pouvoir favoriseraient ou défavoriseraient par leurs actions et leurs politiques. En effet, soit, effectivement, ceux qui produisent les produits agricoles ont perdu leur "paysanité" (ou ne l'ont jamais eue pour les plus jeunes d'entre eux), soit ils la possèdent à des degrés divers. Dans tous les cas, il semble difficile de "fabriquer" des paysans ou de rendre les caractéristiques "manquantes" à ceux qui ne le sont pas "assez".

Poser la question de la "dépaysonisation", c'est implicitement supposer vraies deux hypothèses. La première consiste dans l'affirmation qu'il

existe des "vertus" et des logiques paysannes qui sont indispensables au développement de l'agriculture et à la préservation des équilibres écologiques. Sens de l'effort continu et opiniâtre, attachement à la terre, sens inné de la nature et compréhension immédiate des forces naturelles, souci de pérennisation conjointe de l'exploitation et de la famille, logiques d'épargne méticuleuse, d'emploi maximal de la force de travail familial et des facteurs de production auto-produits, mais aussi logique d'intégration au marché quand les nécessités l'exigent, autant de "vertus" et de logiques qui font du paysan l'incontournable agent du développement d'une agriculture à la fois hautement productive et respectueuse de l'environnement.

Il a souvent été démontré que cette image du paysan n'est que l'habit façonné par l'idéologie dominante pour couvrir la dure réalité du paysan s'auto-exploitant, criblé de dettes et courant après une parité jamais atteinte avec le niveau de vie d'un ouvrier qualifié en milieu urbain. Mais il n'empêche que c'est bien ce paysan qui, se mouvant en "paysan-entrepreneur" dans les pays occidentaux depuis les années cinquante, tout en conservant le caractère essentiellement familial de l'exploitation, a réussi à accroître de façon prodigieuse à la fois la productivité de la terre et du travail.

La deuxième hypothèse supposée vraie, ou fort probable, par certains est que les agricultures étatisées, à des degrés divers, ne recèlent plus de paysans, mais seulement des ouvriers agricoles fonctionnarisés, habitués à une sécurité réelle mais misérable, incapables d'initiative, ayant perdu à la fois le sens de la nature et de l'attachement à la terre, réticents ou hostiles à l'idée de perdre leurs cadres habituels de travail.

Cette image des agriculteurs des pays à économies centralisées semble trop caricaturale. S'il est sans doute vrai que beaucoup de travailleurs agricoles des différents types de "coopératives" agricoles ne montrent pas beaucoup d'enthousiasme à dissoudre du jour au lendemain les structures de production familiales, il n'en est pas moins vrai que beaucoup parmi eux s'engageront volontiers dans un processus de réformes les conduisant à plus de responsabilité et d'initiative. La réticence des premiers peut s'interpréter, au contraire comme la manifestation de cette vertu paysanne faite d'une prudente circonspection vis-à-vis de tout bouleversement brutal, de tout ce qui est nouveau et n'a pas été expérimenté. La volonté des seconds peut exprimer la persistance de l'aspiration à la propriété agricole familiale, aspiration qui les a guidés, eux-mêmes ou leurs ascendants, à soutenir dans un premier temps les partis communistes.

Enfin, la thèse de la "dépaysonisation" ne tient pas compte du fait que dans presque toutes les agricultures étatisées des formes d'exploitation privée ont été maintenues à des échelles diverses (lopins de terre kolkhoziens, petites propriétés dans certains pays comme la Pologne, exploitations familiales à côté des domaines autogérés en Algérie,

etc...). Ce fait, à lui seul, inciterait à penser que les "vertus" et les logiques paysannes, chez les agriculteurs en question, n'ont jamais été que mises autoritairement en sommeil et qu'elles n'attendent que le moment favorable pour se manifester, dans toute leur pureté mais très certainement en intégrant des éléments des systèmes actuels.

Décembre 1990